

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) Rapport ERM_EH 5763



Zone de santé de Kirotshe, aire de santé de KINGI, Groupement Kamuronza, territoire de Masisi dans la province du Nord Kivu

Contexte

Description de la crise

Depuis le début du mois de février 2025, un grand nombre de familles déplacées ont commencé à retourner dans leurs villages le long de l'axe Sake-Kingi. Ces retours s'expliquent par la décision des nouvelles autorités de fermer les sites de déplacés situés dans et autour de la ville de Goma, sans prévoir de mesures d'accompagnement. Ainsi, des familles quittent des sites comme Lushagara, Bulengo, lushagala extension, Kashaka, Nzulo ou SamSam etc pour regagner leurs villages d'origine, notamment Makombo, Kabati, Katembe, Kisingati, Lupango, Karambi, Mugando, Karenga, Gora, Rukondo, Buranda et Kingi. Ce mouvement de retour était encore en cours au moment de l'évaluation.

Ces populations avaient fui leur localité à plusieurs reprises, d'abord en janvier-février 2023, puis à nouveau en février 2024, en raison des combats. Aujourd'hui, de retour chez elles, elles font face à une situation extrêmement difficile. Après plus d'un an sans accès à leurs champs, elles peinent à trouver de quoi se nourrir. L'accès à l'eau potable et à des conditions d'hygiène décentes est également un défi majeur, les infrastructures d'approvisionnement en eau étant hors service. Par manque d'alternatives, beaucoup se résignent à utiliser l'eau de pluie ou à puiser dans des sources non aménagées.

Leurs habitations, pour certaines partiellement ou totalement détruites par les effets du conflit, ne sont plus adaptées à une vie digne. Les écoles de la zone ont également été endommagées, empêchant les enfants de reprendre leur scolarité. L'accès aux soins de santé reste un autre défi, malgré la présence de Médecins Sans Frontières (MSF) qui apporte un soutien avec une clinique mobile. Les besoins restent énormes et les structures existantes ne suffisent pas à répondre à l'afflux des populations de retour.

En plus des difficultés matérielles, les personnes retournées sont confrontées à des risques de protection. Des violences physiques, notamment des coups et blessures, ont été signalées après la fermeture forcée des sites. Des cas de violences basées sur le genre ont également été rapportés, touchant particulièrement des femmes chefs de ménage dont les conjoints ne sont pas encore rentrés. Ces violences seraient perpétrées par des hommes armés non identifiés.

Enfin, la présence de restes d'explosifs de guerre (REG) dans et autour des villages de Sake-Kingi constitue une menace supplémentaire. Cette situation empêche les populations d'accéder à leurs champs, à certains logements et à des espaces publics, instaurant un climat de peur, en particulier parmi les jeunes et les adultes dépourvus de documents d'identité, qui redoutent d'être pris pour cible en raison des restrictions sur la circulation.

Dans ce contexte, les besoins humanitaires restent immenses, et une réponse adaptée est essentielle pour soutenir ces familles qui tentent de reconstruire leur vie après des années de déplacement et de souffrance.

Conséquences humanitaires

Les populations retournées font face à de nombreuses difficultés qui compromettent leur survie et leur dignité. L'accès à la nourriture reste un défi majeur, tout comme l'accès aux soins de santé, à l'eau potable, à l'hygiène et à un assainissement adéquat. Beaucoup de familles se retrouvent sans abri décent et manquent des articles ménagers essentiels pour répondre à leurs besoins quotidiens.

Les enfants, eux, sont privés d'éducation, car la plupart des écoles de la zone n'ont pas encore réouvert. Certains de ces établissements scolaires ont été utilisés comme campements militaires ou comme dépôts de munitions, d'autres touchés par les bombes les rendant inutilisables pour l'enseignement.

Par ailleurs, certaines écoles et zones agricoles sont exposées à la présence d'engins explosifs, posant un danger réel pour les élèves et les agriculteurs qui souhaitent reprendre leurs activités. Des cas de violences sexuelles, de recrutement forcé, de meurtres, de travaux forcés, d'enlèvements et d'extorsion de biens ont été signalés. L'imposition de barrières routières à Mubambiro entraînant des frais pour les véhicules (motos, bus, voitures, camions).

Dans ce contexte, les besoins humanitaires restent immenses, et une réponse urgente et adaptée est essentielle pour permettre à ces familles de se reconstruire dans des conditions dignes et sécurisées.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
-------------------------------------	----	----	---------

Code de l'alerte	5763	5763	5763
------------------	------	------	------

Autres codes d'alerte			
-----------------------	--	--	--

Date de début de crise	1/3/2025	12/9/2023	
------------------------	----------	-----------	--

Date de fin de crise	1/3/2025	15/2/2025	
----------------------	----------	-----------	--

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	4176	5290	
---	------	------	--

Taille moyenne ménages	7,4	-	
------------------------	-----	---	--

Source : équipe d'évaluation	
Accès physique	Moto
Accès sécuritaire	Non
Présence de la MONUSCO	Présence d'engins explosifs dans les champs et écoles
Incidents au cours des 2 dernières semaines	
Couverture tél.	Orange, Airtel 20%

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	1%
18-64 ans	18%	16%
6-17 ans	16%	18%
7 mois-5 ans	11%	11%
0-6 mois	2%	4%
Total	50%	50%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ⁴

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	80%
Nutrition	5%
Abris	6%
Articles ménagers essentiels (AME)	6%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	8%
Education	1%
Nourriture	13%
Moyens de subsistance	0%
Protection	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	2%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)						
Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	42				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	1%	21%	-	78%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	6%	-	9%	-	86%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	30%	-	-	39%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	63%	-	-	-	38%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	67%	-	33%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	15%	46%	34%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	59%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	3%	12%	36%	50%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	11%	19%	21%	29%	16%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	14%	-	83%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	8%	34%	54%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	60%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	80%	-	-	-	18%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	86%	-	-	-	12%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	33%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	41%	-	48%	-	12%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	54%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Lors de l'évaluation, le retour des familles déplacées depuis les sites situés dans et autour de Goma se poursuivait. On estime qu'environ 98 % des ménages avaient déjà rejoint leur village d'origine, tandis que les autres étaient encore dans les sites ou en train de rentrer. Avec la fermeture annoncée de tous les camps, de nombreuses familles sont contraintes de quitter ces sites pour retrouver leur localité, souvent sans accompagnement ni les ressources nécessaires pour reconstruire leur vie.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ⁴

Cash physique (en espèces)	76%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	15%
Vouchers / foires	23%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	76%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	7%
Autre	1%

(% de ménages)



Types de besoins prioritaires de la population (IC) ⁴

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	8
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	9
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	3
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	9
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	0
Santé	0
Education	2
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	2
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

(Fréquence de réponses pondérée)³

Fréquence max. possible: 11

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Pour mener cette évaluation rapide multisectorielle dans l'aire de santé de Kingi, les équipes ont collecté les données en combinant plusieurs méthodes. Elles ont organisé des groupes de discussion (focus groups), utilisant des outils standards, et ont mené des entretiens avec des informateurs clés, notamment l'infirmier titulaire du centre de santé, un leader communautaire, un leader religieux et un directeur d'école. Les discussions ont été menées à la fois en groupes séparés dont un pour les hommes/garçons et un pour les femmes/filles afin de mieux comprendre les défis spécifiques rencontrés par les hommes et femmes. Par ailleurs, une observation directe sur le terrain a permis aux équipes d'évaluer l'état des infrastructures essentielles, notamment celles liées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH), aux soins de santé et à l'éducation. Cette approche a offert une vision plus précise des conditions de vie des populations retournées et des besoins les plus urgents à prendre en charge.

Outils ERM	Outils ERM	Echantillonnage	Stratification	Résultats
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	le déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs
		EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête		10/3/2025	12/3/2025	
Date de fin de l'enquête		14/3/2025	12/3/2025	
Organisation		ABCom,UIA,PDEH, MATER,WEC (

Mission inter-agence/inter-organisation?

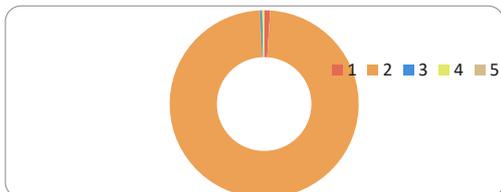
Oui

Oui

Localité enquêtée	nb ménages	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Kingi	346	24	4	2
Makombo	672	48		
Kabati	471	33		
Katembe	500	35		
Kisingati	410	29		
Lupango	169	12		
Karambi	136	10		
Mugando	461	33		
Karenga	431	30		
Gora	299	21		
Rukande	249	18		
Buranda	32	3		
Total	-	4176	296	4

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

L'aire de santé de Kingi est aujourd'hui une zone de retour pour de nombreuses familles déplacées qui vivaient auparavant dans des sites situés dans et autour de Goma, notamment à Lushagara, Samsam, Rusayo et Nzulo. Après la chute de Goma et de ses environs à la fin janvier 2025, les autorités ont ordonné aux déplacés de quitter ces sites et de retourner dans leurs villages dès la première semaine de février, sans qu'aucun dispositif d'accompagnement ne soit mis en place.

Au moment de l'évaluation, entre 98 % des ménages avaient déjà rejoint leurs localités d'origine dans l'aire de santé de Kingi. Le mouvement de retour se poursuit encore, avec une estimation de 4176 ménages déjà revenus sur les 5290 recensés avant les vagues de déplacement de décembre 2023 et février 2024, selon les informations recueillies auprès des infirmiers titulaires des structures de santé locales. Cependant, il n'existe à ce jour aucun registre officiel mis à jour, et les seules données démographiques disponibles remontent à fin 2023 et début 2024.

Ce retour forcé a plongé les familles dans une situation de grande précarité. Sans assistance ni moyens de transport, hommes, femmes, enfants, personnes âgées et autres groupes vulnérables parcourent de longues distances à pied, souvent sous le poids de lourdes charges, pour tenter de retrouver leur foyer. Pourtant, pour beaucoup, ce "foyer" n'est plus qu'un amas de ruines, et les conditions de vie sur place restent extrêmement difficiles.

% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
Déplacés	1%	0%	
Retournés	98%	49%	
Communauté hôte / autochtones	0%	50%	
Réfugiés	0%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	42	3
Retournés	4105	2614
Communauté hôte / autochtones	14	2668
Réfugiés	14	3
Rapatriés / expulsés	0	3

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

4176 (EM) / 5290 (IC)

Taille moyenne des ménages (EM)

7,4 (EM) / - (IC)

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

100% (EM) / 98% (IC)

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

34% (EM) / Non consensus (Réponse IC majoritaire)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée

1425 (EM) / - (IC)

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	42
Retournés	4176
Communauté hôte / autochtones	14
Réfugiés	14
Rapatriés/Expulsés	0
Total	4246

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	2	50%	0	0%	2	20%
>125 mm	0	50%	3	100%	3	80%
MAG	2	50%	0	0%	2	20%

	n	%	n	%	n	%	
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	0%	3	50%	3	43%
	>125 mm	1	100%	3	50%	4	57%
	MAG	0	0%	3	50%	3	43%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	2	33%	3	33%	5	33%
	>125 mm	1	67%	6	67%	7	67%
	MAG	2	33%	3	33%	5	33%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0					
	185-230 mm	0					
	>230 mm	0					
	MAG	0					

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

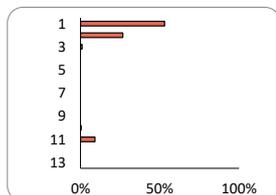
	< 2 ans	≥ 2 ans	Total	
Garçons de moins de 5 ans	n	n	n	
	<115 mm	6	4	10
	115-125 mm	2	5	7
	MAG	8	9	17
Filles de moins de 5 ans	n	n	n	
	<115 mm	6	13	19
	115-125 mm	5	8	13
	MAG	11	21	32
Enfants de moins de 5 ans	n	n	n	
	<115 mm	12	17	0
	115-125 mm	7	13	20
	MAG	19	30	49
Femmes enceintes et allaitantes	n			
	<185 mm	23		
	185-230 mm	11		
	MAG	34		

Analyse Nutrition

La situation nutritionnelle dans la zone évaluée est préoccupante : au centre de santé de MAKOMBO, durant le un mois de reprise, plusieurs cas de malnutrition ont été recensés, notamment 49 cas chez les enfants de moins de 5 ans (29 cas de malnutrition aiguë sévère et 20 cas de malnutrition aiguë modérée) ainsi que 34 cas dont 11 cas chez des femmes enceintes en malnutrition aiguë modérée et 23 cas de malnutrition aiguë sévère. Cette situation découle principalement d'un accès difficile à la nourriture, car plus de 78 % des personnes interrogées n'ont pas de réserves alimentaires suffisantes pour les deux prochaines semaines. De plus, la population retournée, dépendante de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce, n'a pu reprendre que partiellement ses activités agricoles – les champs ayant été abandonnés pendant plus d'un an – et la reprise de l'élevage ainsi que du commerce, essentiels pour leurs revenus, tarde également à redémarrer. Ces conditions mettent en évidence l'urgence d'interventions visant à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir les moyens de subsistance de ces communautés vulnérables.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
		8	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ⁴			
Travail journalier	53%	2	
Agriculture de subsistance	27%	8	
Agriculture de rente	1%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	0	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	9%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	78%	-	
Non	21%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	46%	-	
Non	53%	-	
Ne sait pas	1%	-	



Ne se prononce pas	0%	-
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)		
Le marché n'est plus fonctionnel	3%	-
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	47%	-
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-
Autre	2%	-

Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC) Oui

Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)



30%	3
69%	5
1%	0
0%	0

Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)

Presque pas de faim	-	0
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	8
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0
Ne sait pas	-	0

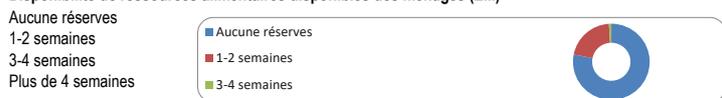
EM	IC	Sévérité
(% de ménages)	(Fréquence de réponses pondérée) ³	
	8	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire

Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ⁴

Production personnelle	43%	-
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	2%	-
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	12%	-
Marché	7%	-
Travail pour de la nourriture	55%	-
Cueillette, chasse ou pêche	8%	-
Achat auprès d'un voisin	1%	-
Petit commerce	6%	-
Vente de braises/charbon, etc	5%	-
Echange de produits contre de la nourriture	3%	-
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	11%	-
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	3%	-
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	2%	-
Autre	1%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)

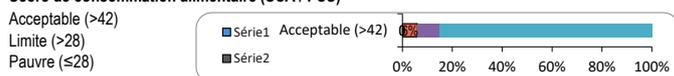


78%	-	5
21%	-	3
1%	-	1
0%	-	

Nombre moyen de repas par jour (EM)

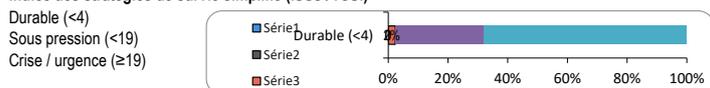
Pour les adultes hommes	1	-
Pour les adultes femmes	2	-
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴



6%	-	1
9%	-	3
86%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ³



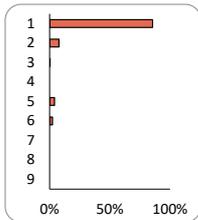
2%	-	1
30%	-	3
68%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les échanges avec les communautés de l'aire de santé de Kingi ont révélé les défis majeurs auxquels font face les populations retournées. Les données montrent que 9 % des habitants sont sans activité génératrice de revenus, 53 % effectuent des travaux journaliers précaires, 0 % dépendent des fonds envoyés par leurs proches et 27 % pratiquent une agriculture de subsistance limitée par l'accès restreint aux terres et aux ressources. Bien que 78 % des personnes retournées aient accès à la terre, 21 % en sont privées, et celles qui cultivent doivent affronter un risque sérieux lié à la présence d'engins explosifs de guerre, compromettant ainsi leur sécurité et leur production. Par ailleurs, si 46 % de la population peut se rendre au marché, certaines personnes trouvent les prix inabordable pour les ménages. Concernant les services financiers mobiles (M-Pesa, Airtel Money), 69 % n'y ont pas accès, tandis que 30 % en bénéficient, mais de manière limitée. La majorité des ménages vivent sans réserve alimentaire : 78 % n'ont aucune provision, 21 % disposent de provisions pour 1 à 2 semaines, 1 % pour 3 à 4 semaines et 0 % pour plus d'un mois. Pour faire face à cette insécurité, les populations adoptent diverses stratégies de survie, avec 43 % qui produisent leur propre nourriture (souvent insuffisante), 55 % participant aux programmes de « travail contre nourriture », 6 % se tournant vers le petit commerce et 5 % dépendant de la vente de braises. Face à ces difficultés, une intervention d'urgence est indispensable pour améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations retournées.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³ 7	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	85%	-	
En famille d'accueil	8%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	



Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC) Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM ¹ , IC ²)	EM (%)	IC	Sévérité
Maison (construction durable)	17%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	49%	5	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	29%	4	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0	
Ecole transformée en centre collectif	-	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	5%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC) Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)	EM (%)	IC	Sévérité
Oui	59%	-	3
Non	41%	-	
Ne sait pas	0%	-	



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

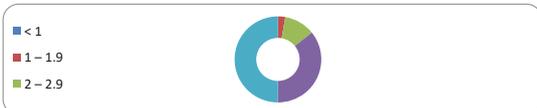
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ¹	EM (%)	Sévérité
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	15%	
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	1
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	41%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	2%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	3%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	26%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	3
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	3%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

Les enquêtes ménage et les discussions avec les informateurs clés ont montré comment les conditions de logement des ménages sont précaires. 49 % des ménages occupent des maisons de construction locale délabrée, et 29 % se trouvent dans des abris d'urgence construits avec des difficultés économiques à partir de matériaux disponibles localement. Concernant la situation d'occupation, la majorité des ménages soit, 85 %, vit sur des parcelles qui leurs appartiennent. 8 % résident en famille d'accueil et 4 % sont locataires et 2% sont des co locataires. Il est aussi important de noter qu'aucun ménage ne vit dans des centres collectifs. Cependant, près de la moitié vit dans des conditions de promiscuité, ce qui suggère qu'en dépit de la précarité des logements, un nombre significatif de familles partage leur espace avec d'autres personnes. Les ménages dont leurs abris sont partiellement ou totalement détruits, sont sous-logés par d'autres retournés dont les abris sont encore en bon état mais de capacité d'accueil limitée. Ainsi les besoins majeurs dans la zone en termes d'assistance en Abris sont : l'appui en kits de réparation/ mise à niveau et de (re)construction d'abris transitionnels.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	2%	-	
Non	79%	-	
Ne sait pas	5%	-	
Ne se prononce pas	14%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 - 1.9	3%	-	2
2 - 2.9	12%	-	3
3 - 3.9	36%	-	4
4 - 5	50%	-	5



Analyse AME

Pendant la crise, de nombreux biens domestiques, dont les Articles Ménagers Essentiels (AME) et autres kits, ont été pillés, et le retour forcé a entraîné la perte d'articles reçus lors des déplacements autour de Goma. Aujourd'hui, 50 % des ménages retournés enquêtés manquent d'articles essentiels pour leurs besoins quotidiens, et 50% d'entre eux affichent un score critique (entre 4 et 5 sur la scorecard AME). Cette situation humanitaire urgente nécessite l'envoi immédiat de kits AME-NFI afin d'aider ces familles à retrouver une vie digne.

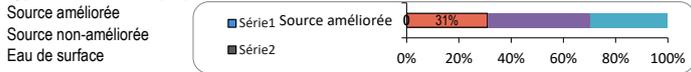
Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Robinet privés	-	126	
Robinet public / bornes fontaines	-	126	
Puits à pompe / forage	-	126	
Puits creusé aménagé	-	127	
Source naturelle aménagée	-	126	
Source naturelle non-aménagée	-	134	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	501	
Camion-citerne	-	126	
Charrette avec petite citerne	-	126	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	132	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	126	

Type de source d'eau (EM) °



Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)

<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

EM (%)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
60%	-	3

Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)

Type d'usage	EM (%)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	

Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)

Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)

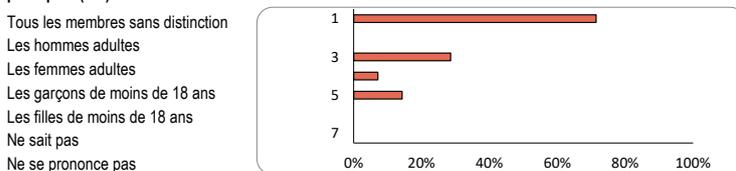


Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) °

Problème	EM (%)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Pas de problème	13%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	55%	5	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	20%	2	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	5%	2	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	2%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	34%	6	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	7%	4	
L'eau est trop chère	0%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	48%	7	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	3%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) °



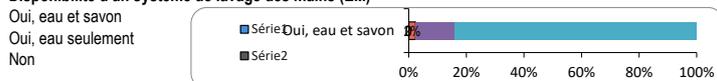
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) °

Type de source	EM (%)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	11%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	19%	-	2

Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée
 Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée
 Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée
 Accès à de l'eau de surface uniquement
 Pas assez d'eau pour boire

1%	-	
21%	-	3
4%	-	
29%	-	4
16%	-	5

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)



2%	-	1
14%	-	3
83%	-	5

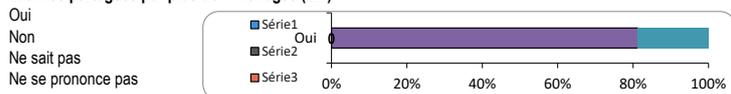
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

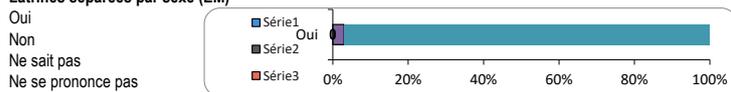
Non consensus

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)



81%	-	
19%	-	
0%	-	
0%	-	

Latrines séparées par sexe (EM)



3%	-	
97%	-	
0%	-	
0%	-	

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) 4

Présence de matières fécales	-	6
Eau stagnante	-	4
Déchets solides domestiques	-	6
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0
Rongeurs / rats	-	0
Aucun	-	3

EM (% de ménages) IC (Fréquence de réponses pondérée)³ Sévérité

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) 1,2

Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	8%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	34%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	54%	-	5

Analyse EHA

Les affrontements récents ont gravement endommagé les infrastructures d'approvisionnement en eau dans l'aire de santé de Kingi. Aujourd'hui, sur le 5290 des ménages, 98 % de retournés, dépendent d'eaux de pluie ou de sources non aménagées (39%), ce qui augmente le risque de contamination. De plus, l'accès à l'eau reste très difficile : 16 % des ménages manquent d'eau pour boire, 16 % pour cuisiner et 22 % pour l'hygiène, avec des temps de collecte allant de 30 minutes à 2 heures(60%), exposant particulièrement les enfants, les filles et femmes à des dangers.

Les infrastructures sanitaires ont également été quasi anéanties, de nombreuses latrines et douches ayant été détruites. La majorité des ménages se voient contraints de pratiquer la défécation en plein air, accroissant le risque de maladies hydriques, notamment le choléra. Seuls 46 % disposent de latrines non améliorées et aucun ménage n'a accès à des installations conformes aux normes d'hygiène. 54 % n'ont pas des latrines et font la défécation à l'air libre. Par ailleurs, 81 % des foyers partagent une latrine avec plus de quatre autres ménages et 97 % n'ont pas d'installations séparées par sexe, compromettant ainsi la protection et la dignité des populations, surtout des femmes et des filles.

Face à cette situation critique, des interventions urgentes s'imposent pour rétablir l'accès à l'eau potable et améliorer l'assainissement.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

9

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)



100%	-	
0%	-	
0%	-	
0%	-	

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

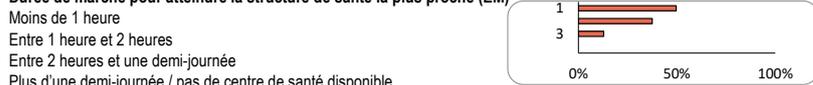


100%	-	
0%	-	
0%	-	
0%	-	

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)



50%	-	
38%	-	
13%	-	
0%	-	

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	0	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de sante / d'accueil	-	9	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ⁴

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Pas de problèmes	-	6	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	0	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	3	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	3	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	2	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Diarrhée	60%	-	3
Fièvre	53%	-	
Toux	42%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	132	56
Infection Respiratoire Aigue	58	42
Diarrhées aiguës	72	65
Typhoïde	0	33
Malnutrition aigue globale	41	32
Rougeole	9	6
Choléra	28	10
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les affrontements de décembre 2023 et de janvier-février 2024 ont profondément impacté cette structure. Grâce au soutien précieux de MSF-Belgique, une clinique mobile est désormais présente sur place, offrant des soins essentiels aux populations locales. Toutefois, le fait que les consultations soient gratuites, l'accès aux soins pour de nombreuses personnes déjà fragilisées car la distance est très longue pour atteindre la structure sanitaire. Parmi les maladies les plus courantes, on retrouve le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la diarrhée, la rougeole, la malnutrition globale, et les cas de choléra ont également été notifiés.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection			
		9	

Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	18%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	#DIV/0!	

Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Présence de PSH	12%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	15	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	19	-	
Nombre total de personnes âgées	6	-	

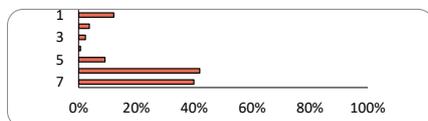
Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	3	3	5	5
Meurtre	0	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	1	3	0	1
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	0	4	4
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	0	1	0	0

Violences conjugales	1	1	0	0
Séparation des familles	0	3	1	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	2	2	0	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	4	3	3	3
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	5	2	1	0
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

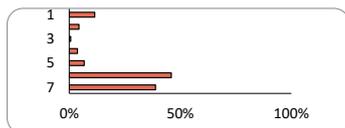
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	12%	-
Déni d'accès à des services	4%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	2%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	9%	-
Pas de cas dans le ménage	42%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	40%	-



Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement	11%	-
Déni d'accès à des services	4%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	1%	-
Mariage forcé	4%	-
Travail forcé	7%	-
Pas de cas dans le ménage	46%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	39%	-



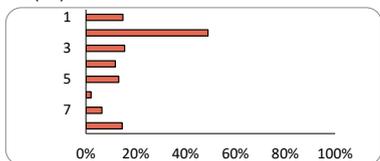
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

EM (% de ménages)	Non consensus	Sévérité
	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	9

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection

Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ⁴

Pas de cas dans la communauté	15%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	49%	-
Viol	3	-
Aggression sexuelle	16%	-
Violence physique ou harcèlement	12%	-
Mariage forcé	13%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Abus psychologique / émotionnel	6%	-
	15%	-



Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)

Non consensus

Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)

Tensions avec la communauté d'accueil	-	3
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	0
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0
Autre	-	0
Ne sait pas	-	3
Ne se prononce pas	-	3

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)

Non

Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ⁴

Aucun problème	-	3
Accapement des terres	-	0
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	1
Accès à la terre pour les PDIs	-	0
Augmentation du coût du loyer	-	2
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	1
Destruction des cultures ou des animaux	-	3
Destruction des étangs piscicoles	-	0
Exploitation des ressources naturelles	-	0
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0
Insécurité d'occupation	-	0
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	1
Problèmes de limites	-	0
Rareté des terres	-	0
Remise en cause des transactions foncières	-	0
Répartition inégale des terres	-	0
Restitution des biens	-	0
Successions	-	0
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0
Ne sait pas	-	3
Autre	-	0

Analyse Protection

La quasi-totalité des personnes retournées vivent dans des conditions précaires qui portent atteinte à leur dignité. Leurs abris, gravement endommagés par les affrontements et une longue période d'abandon, ont été détruits par bombardements, incendies ou pillages, voire utilisés comme bois de chauffe, les privant de toit et de latrines. Cette situation affecte particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes filles, notamment celles victimes de violences sexuelles qui manquent de soutien spécialisé. De plus, nombreux sont les jeunes garçons et hommes qui redoutent d'être assimilés aux groupes armés, accentuant leur sentiment d'insécurité.

Environ 37% des personnes constatent la destruction totale de leurs habitations et peinent à trouver un logement décent, se retrouvant souvent hébergées dans des abris de fortune, chez des proches ou dans des conditions de promiscuité extrême. La plupart disposent de parcelles et de champs situés à 2-5 km, mais leur exploitation est compromise par la présence d'engins explosifs. Par ailleurs, la perte de documents parcellaires, conséquence des déplacements et pillages, expose ces populations au risque d'évictions forcées lors de conflits fonciers.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		9	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	41%	-	1
Plus de 1 heure	48%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	12%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	7	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	41%	-	
Filles (Primaire)	44%	-	
Garçons (Secondaire)	61%	-	
Filles (Secondaire)	69%	-	
Total	54%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	38%	-	
Ecole trop éloignée	3%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	30%	-	
Destruction de l'école	11%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	1%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	2%	-	
Autre	8%	-	
Ne se prononce pas	8%	-	
Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)			
		(Fréquence de réponses pondérée) ³	
	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans	
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2	
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0	
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	3	3	
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0	
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0	
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0	
Mariage précoce / mariage forcé	0	-	
Grossesse précoce	0	-	
Faim	0	0	
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0	
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	2	2	
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0	
L'école est trop loin	0	0	
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	2	2	
Autre	0	0	
Ne sait pas	0	0	
Ne se prononce pas	0	0	
Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:			
Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	55%	
Avant la crise	-	83%	
Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)			
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	40%	

Avant la crise

83%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant

41

Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise

61

Analyse Éducation

Dans le cadre de cette évaluation, 7 écoles primaires et 3 écoles secondaires ont été visitées et affectées par la crise. Les activités scolaires ont repris dans l'ensemble des établissements scolaires. Le principal obstacle à l'accès à l'éducation réside dans l'absence de structures scolaires fonctionnelles. Les établissements inspectés ne garantissent pas un environnement sûr pour les enfants : toitures endommagées ou incendiées par des éclats de bombes, vitres brisées, et mobiliers ainsi que portes et fenêtres pillés. Les piputes et tableaux utilisés comme bois de chauffe. Les salles de classe utilisées par des hommes armés comme campement et dépôt des munitions. Pire encore, des engins explosifs (REG) ont été découverts dans certaines cours et même dans des salles de classe, exposant quotidiennement les élèves à des dangers réels. Avec le retour progressif des populations, les besoins urgents en éducation se font cruellement sentir. Il est indispensable de réhabiliter, construire et équiper des salles de classe afin d'offrir aux enfants un lieu d'apprentissage sûr et digne. Parallèlement, l'organisation de cours de rattrapage, la distribution d'intrants scolaires (y compris des kits d'hygiène intime pour jeunes filles), et la formation des enseignants.

APP

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		11	

Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)

Oui

Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC)⁴

Pas d'aide reçue

80%

-

Nutrition

5%

0

Abris

6%

3

AME

6%

0

EHA

1%

0

Santé

8%

11

Education

1%

3

Nourriture

13%

3

Moyens de subsistance

0%

0

Protection (y compris la sécurité)

1%

3

Cohésion sociale et consolidation de la paix

0%

3

Communication

0%

0

Cash

2%

0

Autre

0%

0

Ne sait pas

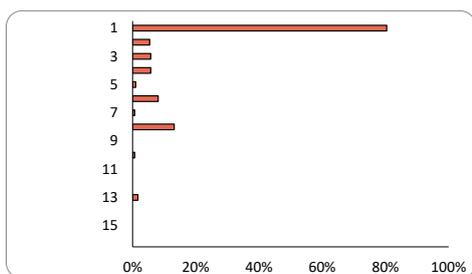
0%

0

Ne se prononce pas

0%

0



Types de besoins prioritaires de la population (IC)⁴

Pas besoin d'aide humanitaire

0

Nourriture

8

Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)

9

Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)

0

Abris

3

AME

9

EHA

0

Santé

0

Education

2

Protection (y compris la sécurité)

0

Cohésion sociale et consolidation de la paix

0

Communication

0

Cash

2

Autre

0

Ne sait pas

0

Ne se prononce pas

0



Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)⁴

Cash physique (en espèces)

76%

-

Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)

15%

-

Vouchers / foires

23%

-

En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)

76%

-

Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)

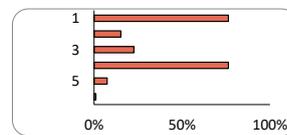
7%

-

Autre

1%

-



Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM)⁴

Pas de besoin d'information

6%

-

Où recevoir l'assistance

70%

-

Comment s'enregistrer pour l'assistance

70%

-

Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)

9%

-

Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance

13%

-

Comment donner son feedback

7%

-

Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection

8%

-

Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)

0%

-

Les responsabilités du personnel humanitaire

4%

-

Autre

0%

-

Préfère ne pas répondre

7%

-

Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM)²

Appel téléphonique

36%

-

Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)

68%

-

Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)

19%

-

SMS

11%

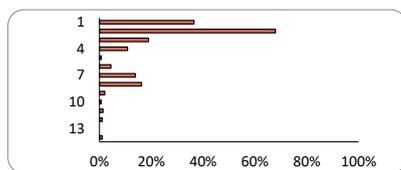
-

Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)

1%

-

Evenements communautaires
 Crieurs publics avec mégaphones
 Au travers des leaders communautaires
 Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux
 Organisations / comités de femmes
 Autorités locales gouvernementales
 Autorités locales (police, militaires)
 Autre
 Préfère ne pas répondre

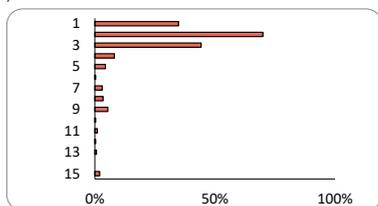


4%	-
14%	-
16%	-
2%	-
1%	-
1%	-
0%	-
1%	-

Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) 4

Appel téléphonique
 Boite à plaintes
 Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)
 Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)
 SMS

Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)
 Evenements communautaires
 Crieurs publics avec mégaphones
 Au travers des leaders communautaires
 Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux
 Organisations / comités de femmes
 Autorités locales gouvernementales
 Autorités locales (police, militaires)
 Autre (préciser)
 Préfère ne pas répondre



35%	-
70%	-
44%	-
8%	-
4%	-
0%	-
3%	-
3%	-
0%	-
1%	-
0%	-
1%	-
0%	-
2%	-

Analyse AAP

Les résultats des groupes de discussion, regroupant hommes, femmes, filles et garçons, ainsi que les enquêtes auprès des ménages, montrent qu'aucune assistance humanitaire n'a été apportée depuis le retour des déplacés dans l'aire de santé Kingi, à l'exception des interventions de SOLIDARITÉ dans le secteur Wash et de MSF en santé. Environ 76 % des ménages interrogés préfèrent recevoir de l'aide sous forme de cash. Du côté des besoins urgents, l'accès à l'alimentation est en tête, suivi de près par l'accès aux soins de santé, puis par l'accès aux abris et aux Articles Ménagers Essentiels (AME).

Par ailleurs, en matière d'information, 70 % des personnes souhaitent connaître la procédure d'enregistrement ainsi que le lieu de distribution de l'aide. Concernant la réception des informations, 36 % privilégient le téléphone pour leur sécurité, tandis que 68 % préfèrent un contact direct avec un agent humanitaire. Pour ce qui est des retours d'information, 70 % optent pour les boîtes à plaintes, 35 % pour les appels téléphoniques et 4 % pour les SMS. Ces données témoignent d'un besoin criant d'une communication plus accessible et d'une assistance adaptée aux attentes des communautés affectées.

Conclusions générales et commentaires

L'évaluation des populations retournées dans l'aire de santé de Kingi – venues des sites autour de Goma depuis la première semaine de février 2025 – met en lumière de profondes vulnérabilités. Les habitants se retrouvent confrontés à de graves difficultés dans l'accès à l'eau, à l'assainissement, aux abris, à l'éducation, à la santé et aux moyens de subsistance. Malgré quelques interventions, comme la clinique mobile organisée par MSF-Belgique et le soutien en WASH de SOLIDARITÉ, les besoins restent énormes. Le retour brutal des déplacés a engendré de nombreux problèmes de protection : dans les villages de retour, les biens abandonnés ont été pillés et les infrastructures (sanitaires, scolaires et habitations) endommagées ou effondrées après plus d'un an d'abandon. Les plus vulnérables sont les enfants, les femmes enceintes, allaitantes et personnes âgées qui supportent le poids de cette précarité au quotidien.

Face à ces constats, une réponse humanitaire urgente et coordonnée est indispensable. Du côté de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, il faut redonner vie à l'agriculture, à l'élevage et au petit commerce, en fournissant, par exemple, semences et outils aratoires. Le renforcement de la capacité d'accueil du centre de santé de MAKOMBO et l'extension des services de clinique mobile dans les villages éloignés du centre de santé sont essentielles pour répondre aux besoins de santé et de nutrition. Par ailleurs, la construction d'abris transitionnels et la distribution des Articles Ménagers Essentiels (AME) contribueront à restaurer la dignité des populations. Enfin, la réhabilitation des écoles endommagées, la distribution des kits enseignants, kits directeurs et kits pour les élèves, la remise en état des infrastructures WASH sont cruciales pour offrir un environnement sûr et protecteur à ces communautés fragilisées.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme de nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie par chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/CSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à eau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)

PHOTOS DE L'EVALUATION



Fig.1. Enquête ménage à Kingi



Fig.2. Focus groupe avec les hommes



Fig.3. Point de puisage d'eau à Kingi



Fig.6. Prise des mesures du périmètre brachial d'un enfant



Fig.4. L'école MUPFUMU touchée par une bombe



Fig.5. Etat d'une salle de classe au complexe scolaire la servante

